

# « Le suivi qualité des fournisseurs est de plus en plus chronophage »

## Comment s'organise l'analyse des risques fournisseurs chez d'Aucy ?

Les activités sont très variées dans le groupe d'Aucy (légumes, œuf, etc.). De surcroît, nous avons plus de 500 fournisseurs de matières premières et ingrédients, et plus de 1500 références ! A cela s'ajoutent nos 200 fournisseurs d'emballages pour 1000 références environ. Un service composé de trois personnes se consacre entièrement suivi qualité des fournisseurs et, compte tenu du renforcement des exigences, ceci est de plus en plus insuffisant. Nous déclinons l'analyse de risques sur trois niveaux. Le premier se fait par famille de produits pour définir le niveau de risque encouru sur un plan purement sanitaire ou sur la qualité en général (organoleptique, risque de rupture pour les produits saisonniers, etc.). Cette analyse permet de définir les modalités de référencement des fournisseurs. Nous avons défini cinq niveaux de risque (néant - faible - moyen - fort - extrême). Pour les familles de produits classés « fort » par exemple, on suit les modalités suivantes : audit initial, questionnaire, signature de notre charte fournisseur, cahier des charges précis et nous faisons un point annuel physique ou au téléphone avec le fournisseur. Pour les familles de produits notés « moyen », ces modalités peuvent être allégées.

## Que mettez-vous en œuvre pour les ingrédients sensibles ?

Pour les viandes et certains ingrédients sensibles, l'analyse de risque est plus poussée sur certains dangers. Pour cela, nous nous appuyons sur le logiciel Sentinelle d'Adria Développement pour construire les plans de contrôle. Enfin, troisième niveau, nous avons



Entretien avec  
**Philippe Rohmer**  
Directeur qualité,  
groupe d'Aucy

- 1,3 milliard d'euros
- 18 sites de productions
- 4 branches: agriculture, légumes, plats cuisinés appertisés, œufs et viande

renforcé depuis trois ans notre analyse du risque fraudes. Ce sujet est traité lors d'une réunion annuelle avec les acheteurs et les services qualité des différentes branches. Cela a été mis en œuvre de façon très simple avant que les référentiels ne le rendent obligatoire. Puis, nous avons approfondi notre système de notation du risque fraudes, depuis approuvé par les auditeurs. En données d'entrée de l'analyse de risque par exemple, nous avons vu que la récolte d'olive avait été mauvaise. En conséquence, nous avons renforcé le plan de contrôle sur l'huile d'olive.

PROCESS Le guide du responsable Qualité

## Qu'est-ce qui change aujourd'hui sur le suivi des fournisseurs ?

Le suivi des fournisseurs se compose de cinq parties. La première est purement documentaire et fait référence à la fiche technique, la signature d'une charte fournisseur avec des volets RSE, fraude et environnement. Nous avons également besoin d'attestation (allergènes, OGM) ou de certifications (cashier, bio, halal). C'est un volet extrêmement chronophage, surtout avec les exigences de plus en plus précises des distributeurs que nous devons ensuite répercuter sur nos fournisseurs. En sachant que, pour les allergènes, si l'on veut travailler avec le système Vital, il faut être en mesure de quantifier. Et pour cela, il faut que les fournisseurs aient réalisé des analyses.

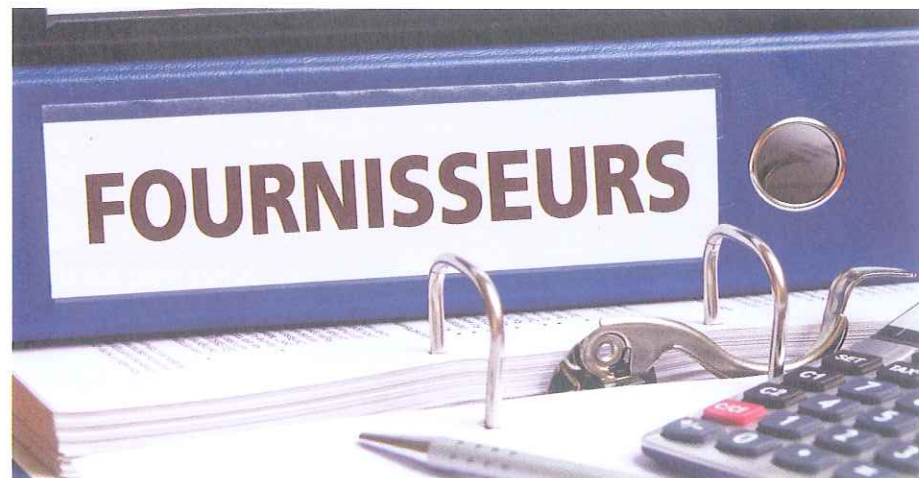
## Vous mutualisez certains audits, pourquoi ?

Nous avons trois catégories de fournisseurs. Nous contrôlons le système qualité de ceux notés à risque fort. Pour ceux à risque « moyen », la visite sera d'ordre technique. Pour les emballages par exemple, ce sont les personnes du conditionnement qui sont en charge de l'audit : en plus d'une check-list sur des points qualité (traçabilité, non-conformités), ils vont regarder des points techniques. Pour la troisième catégorie (risque faible ou néant), nous ne réalisons pas d'audits. Il en est de même si le

fournisseur est certifié IFS ou BRC. Dans les autres cas, nous devons procéder à un audit, mais faute de temps, nous ne pouvons tous les réaliser nous-mêmes. A cela s'ajoute la difficulté de trouver les auditeurs. Nous formons six à huit personnes par an à la technique d'audit. D'où l'intérêt des audits mutualisés. Nous travaillons avec Mutual Audit. Je crois beaucoup en ce projet. C'est une bonne solution pour augmenter le nombre d'audits et récupérer le maximum d'informations. Cela peut nous donner le temps de faire tous les audits recommandés par le BRC. Plus on sera nombreux en termes d'industriels adhérents, plus nous aurons des fournisseurs en commun et plus la base d'audits sera importante.

## Comment bâtissez-vous votre plan d'action ?

Toutes les usines du groupe remontent les informations fournisseurs (non-conformités en réception ou à l'utilisation, réclamations clients imputables au fournisseur, etc.), cela permet de faire un premier bilan. Trois personnes sont en charge de noter les fournisseurs : les acheteurs, les approvisionneurs et la qualité, ce qui permet une deuxième approche. Les résultats des audits et des visites permettent un troisième point de vue. Lors d'un point annuel, nous passons en revue l'ensemble des fournisseurs. Cela aide à bâtir le plan d'action l'année suivante.



PROCESS Le guide du responsable Qualité